

CONNAISSEMENT NON NÉGOCIABLE

BILL OF LADING NON NEGOTIABLE



EXPÉDITEUR / SHIPPER	NOM / NAME	
	ENTREPRISE / COMPANY	
	ADRESSE / ADDRESS	
	VILLE / CITY	PROVINCE
	TÉLÉPHONE / TELEPHONE	
CODE POSTAL / POSTAL CODE		N° DE RÉF. DE L'EXPÉDITEUR / SHIPPER'S REF. NO.

DESTINATAIRE / CONSIGNEE	NOM / NAME	
	ENTREPRISE / COMPANY	
	ADRESSE / ADDRESS	
	VILLE / CITY	PROVINCE
	TÉLÉPHONE / TELEPHONE	
CODE POSTAL / POSTAL CODE		N° DE RÉF. DE L'EXPÉDITEUR / SHIPPER'S REF. NO.

FRAIS DE TRANSPORT / FREIGHT CHARGES	
LES FRAIS SERONT PORT DÙ À MOINS D'AVIS CONTRAIRE CHARGES TO BE COLLECTED UNLESS OTHERWISE INDICATED	
PORT PAYÉ / PREPAID	PORT DÙ / COLLECT
TIERCE PARTIE / THIRD PARTY	
N° DE COMPTE / ACCOUNT NUMBER	
FRAIS DE TRANSPORT TIERCE PARTIE FACTURÉS À / THIRD PARTY FREIGHT CHARGES BILLED TO	
NOM / NAME	TÉLÉPHONE / TELEPHONE
ENTREPRISE / COMPANY	
ADRESSE / ADDRESS	
VILLE / CITY	
CODE POSTAL / POSTAL CODE	AUTORISATION / AUTHORIZATION

VALEUR DÉCLARÉE / DECLARED VALUE	
\$	MONTANT / AMOUNT
	INITIALES / INITIALS
RESPONSABILITÉ MAXIMALE DE 4,41\$ PAR KILOGRAMME OU 2,00\$ PAR LIVRE, SELON LA MASSE TOTALE DU CHARGEMENT, À MOINS QU'UNE VALEUR SUPÉRIEURE N'AIT ÉTÉ DÉCLARÉE AU RECTO PAR L'EXPÉDITEUR (CONDITIONS 9 ET 10 AU VERSO). DES FRAIS SUPPLÉMENTAIRES PEUVENT ÊTRE FACTURÉS.	
MAXIMUM LIABILITY OF \$4.41 PER KILOGRAM OR \$2.00 PER POUND DEPENDING ON THE TOTAL MASS OF THE LOAD, UNLESS THE SHIPPER HAS DECLARED A HIGHER VALUE ON THE FRONT OF THE BILL OF LADING (CONDITIONS 9 AND 10 ON BACK). ADDITIONAL FEES MAY APPLY.	
SIGNATURE	
SIGNATURE AUTORISÉE / AUTHORIZED SIGNATURE	

NUMÉRO PRO NUMBER
5
gls-canada.com 1 888 463-4266

N° DE SOUMISSION / QUOTE NUMBER	INSTRUCTIONS SPÉCIALES / SPECIAL INSTRUCTIONS

NBRE D'ARTICLES # OF PIECES	MAT. DANG. HAZMAT	CHAUFFAGE HEATING	DESCRIPTION	DIMENSIONS CUBIQUES CUBIC DIMENSIONS	POIDS WEIGHT	SOUS RÉSERVE DE CORRECTION SUBJECT TO CORRECTION	POIDS / WEIGHT
				L	L / W	H	
TOTAL							POIDS TOTAL TOTAL WEIGHT

X

INSCRIVEZ UN «X» DANS LA COLONNE POUR INDiquer QU'IL Y A DES MATIÈRES DANGEREUSES. DES FRAIS S'APPLIQUERONT.

DRAW AN "X" IN THE COLUMN TO INDICATE THERE ARE HAZARDOUS MATERIALS. CHARGES WILL APPLY.

DESCRIPTION				
NUMÉRO UN UN NUMBER	APPELLATION RÉGLEMENTAIRE SHIPPING NAME	CATÉGORIE CLASS	SOUS-CATÉGORIE SUB. CLASS	GROUPE D'EMBALLAGE PACKING GROUP

JE DÉCLARE QUE LE CONTENU DE CET ENVOI EST DÉCRIT CI-DESSUS DE FAÇON COMPLÈTE ET EXACTE PAR L'APPELLATION RÉGLEMENTAIRE ADÉQUATE ET QU'IL EST CONVENABLEMENT CLASSIFIÉ, EMBALLÉ ET MUNI D'INDICATIONS DE DANGER - MARCHANDISES DANGEREUSES - ET À TOUTS ÉGARDS BIEN CONDITIONNÉ POUR ÊTRE TRANSPORTÉ CONFORMÉMENT AU RÉGLEMENT SUR LE TRANSPORT DES MARCHANDISES DANGEREUSES.

I HEREBY DECLARE THAT THE CONTENTS OF THIS CONSIGNMENT ARE FULLY AND ACCURATELY DESCRIBED ABOVE BY THE REGULATORY NAME, ARE PROPERLY CLASSIFIED AND PACKAGED, MARKED OR LABELLED WITH DANGEROUS GOODS SAFETY MARKS, AND ARE IN ALL RESPECTS IN PROPER CONDITION FOR TRANSPORT ACCORDING TO THE TRANSPORTATION OF DANGEROUS GOODS REGULATIONS.

NOM DE L'EXPÉDITEUR / SHIPPER'S NAME :

N° DE TÉL. - MATIÈRES DANGEREUSES HAZARDOUS MATERIALS - PHONE NO.
XXX XXX XXXX

HEURE ENTRÉE / TIME IN	HEURE SORTIE / TIME OUT	PALETTES À RENDRE / RETURNABLE SKIDS	FRAIS ACCESSOIRES / RELATED CHARGES
NOM / NAME		☐ OUI / YES ☐ NON / NO	LIVRAISON HAYON HYDRAULIQUE TAILGATE LIVRAISON À UNE RÉSIDENCE RESIDENTIAL DELIVERY APPELER AVANT LA LIVRAISON CALL BEFORE DELIVERY CHAUFFAGE HEATING LIVRAISON AVEC RENDEZ-VOUS DELIVERY WITH APPOINTMENT

EXPÉDITEUR / SHIPPER	
NOM / NAME	
SIGNATURE	DATE
X	

TRANSPORTEUR / CARRIER	
N° CHAUFFEUR / DRIVER NO.	
SIGNATURE	N° D'UNITÉ / UNIT NO.
X	DATE AN MO JR YR MO DY

VEUILLEZ PRENDRE CONNAISSANCE DES CONDITIONS ÉNONCÉES AU VERSO ET QUI SONT ACCEPTÉES CI-DESSUS.
CAREFULLY READ INSTRUCTIONS ON THE REVERSE, WHICH ARE HEREBY ACCEPTED.

Le présent contrat est régi par le *Code civil du Québec* (« CCQ »), le *Règlement sur le camionnage* (le « Règlement »), la *Loi sur le camionnage*, la *Loi sur le transport aérien*, adoptant la Convention de Varsovie, telle qu'amendée par le Protocole de La Haye de 1955, à moins de dispositions expresses contraires dans le texte.

Nonobstant les dispositions de l'article 27 du *Règlement sur le camionnage*, adopté en vertu de la *Loi sur le camionnage*, les stipulations minimales reproduites à l'Annexe II dudit Règlement s'appliquent et régissent le présent contrat, même si les colis transportés ont un poids unitaire inférieur à 45 kg.

Limitation de responsabilité

Cependant, comme l'article 1475 du CCQ stipule clairement que la limitation de responsabilité de l'obligation de réparer le préjudice résultant de l'inexécution d'une obligation contractuelle n'a d'effet, à l'égard du créancier, que si la partie qui l'invoque prouve que l'autre partie en avait connaissance au moment de la rédaction du contrat, le transporteur déclare que le montant maximal auquel il pourrait être tenu en cas de perte ou dommage, selon les dispositions du paragraphe a ou b de l'article 9 de l'Annexe II du *Règlement sur le camionnage*, en tout état de cause, ne pourra pas excéder 4,41 \$ CA du kilogramme, selon le poids total de l'expédition, à moins qu'une valeur supérieure n'ait été déclarée par l'expéditeur au recto de ce Connaissance.

Autres stipulations

1. Dans le présent contrat, les termes « consignataire » et « destinataire » sont réputés désigner la même personne.
2. Conformément aux dispositions des articles 2031 et 2035 du CCQ, le transporteur se réserve le droit de faire du transport successif et combiné ou de se substituer un autre transporteur. Cependant, dans tous les cas où le transporteur fera appel à un transporteur aérien dûment autorisé, la *Loi sur le transport aérien*, S.A.C. (1985) c. C-26, adoptant la *Convention de Varsovie*, telle qu'amendée par le Protocole de La Haye de 1955, recevra son application pour cette portion du mouvement de transport.
3. Conformément aux dispositions de l'article 2043 du CCQ, ce Connaissance est non négociable.
4. Conformément aux dispositions de l'article 2045 du CCQ, l'acceptation implicite ou explicite du contrat par le destinataire ou l'acceptation des biens par ce dernier aura pour conséquence l'acquisition des droits et l'acceptation des obligations résultant du contrat par ledit destinataire.
5. Si le destinataire refuse de prendre livraison de la marchandise ou est introuvable, les dispositions de l'article 2047 du CCQ reçoivent leur application, mais l'expéditeur demeurera en tout état de cause responsable de la totalité des frais de transport à l'aller et au retour, de même que des frais d'entreposage, s'il y a lieu, advenant le cas où l'expéditeur prendrait un certain temps à fournir des instructions au transporteur.
6. Le transporteur n'acceptera jamais, en connaissance de cause, de transporter des documents, espèces ou biens de grande valeur; de manière non limitative ni exhaustive, ceci inclura des soumissions, appels d'offres, cautionnements, bijoux, métaux précieux, fourrures, argents ou titres négociables, vitres, miroirs et/ou objets fragiles, documents à portée commerciale ou économique et, de façon générale, tous biens où le facteur temps pourrait avoir une conséquence sur la responsabilité du transporteur. Si, toutefois, l'expéditeur donnait de tels biens et/ou objets à faire transporter à l'insu du transporteur, ce dernier sera exonéré de toute responsabilité, le tout en conformité et selon l'esprit de l'article 2053 du CCQ.
7. Dans tous les cas prévus aux articles 2054 et 2055 du CCQ, l'expéditeur prendra fait et cause pour le transporteur.
8. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 de l'article 2056 du CCQ, les frais et le fret sont payables après ou sur livraison de la marchandise, à moins de stipulation expresse contraire.
9. Si une déclaration mensongère a été faite par l'expéditeur quant à la nature ou la valeur du bien et qu'il s'avère que la valeur est supérieure à la valeur déclarée, le transporteur pourra exiger le prix auquel il aurait pu prétendre dans un tel contexte.
10. Le transporteur se réserve le droit de retenir tout bien de l'expéditeur tant et aussi longtemps que ce dernier n'aura pas acquitté tous les frais de transport antérieurs, de même que les frais de transport de l'expédition retenue.
11. Pour toute expédition, l'expéditeur sera tenu d'indiquer une date de livraison à partir de laquelle le transporteur pourra calculer son délai de retard, s'il y a lieu. À défaut par l'expéditeur d'indiquer une date de livraison exigée dans la case « instructions spéciales », le transporteur sera libéré et exonéré de toute responsabilité relativement au délai de livraison du bien qui lui aura été confié. Si l'expéditeur indique une date de livraison et que le transporteur est convaincu de ne pas pouvoir remplir ses obligations dans le délai exigé, il se réserve alors le droit de refuser l'expédition.
12. Pour toute expédition, le transporteur ne pourra pas être tenu responsable des délais encourus par l'expéditeur lorsque ce dernier a omis d'indiquer clairement les coordonnées du destinataire ou du consignataire ou que ses instructions entraînent un acheminement incorrect.
13. Si un litige survient entre le transporteur, l'expéditeur et/ou le consignataire, impliquant deux, trois ou plusieurs parties, les parties au présent contrat s'engagent à soumettre le règlement du ou des litiges qui pourraient survenir à l'arbitrage par des avocats, conformément aux dispositions des articles 382 et suivants du *Code de procédure civile du Québec*. Chaque partie s'engage à signer une demande d'arbitrage devant contenir le nom du ou des arbitres, leurs consentements à agir et le chiffre de leurs rémunérations, que les parties s'engagent solidairement à leur verser, le tout conformément aux dispositions de l'article 382 du *Code de procédure civile du Québec*.

The present agreement is governed by the *Quebec Civil Code* ("CCQ"), the *Regulation on Trucking*, the *Act Respecting Truck Transportation* and the *Carriage by Air Act* adopting the Warsaw Convention, as amended at The Hague in 1955, unless there are specific dispositions to the contrary in the present text.

Notwithstanding the dispositions of Article 27 of the *Regulation on Trucking*, adopted under the *Act Respecting Truck Transportation*, the minimal stipulations set out in Annex II of said Regulation shall apply and govern the present agreement, even if the parcels and/or shipments transported have a unit weight that is inferior to 45 kg.

Limitation of responsibility or liability

However, as Article 1475 of the CCQ clearly stipulates that any limitation of liability resulting from the non-performance of a contractual obligation will have effect, in respect of the creditor, only if the party that invokes such liability proves that the other party was aware of its existence at the time the contract was formed, the transporter hereby declares that the maximum amount to which it could be liable, in case of loss or damage, in accordance with paragraphs a or b of Article 9 of Annex II of the *Regulation on Trucking*, and in not all instances, will not exceed an amount of 4.41 CAD per kilogram of the total weight of the goods shipped, unless a superior value was expressly declared by the shipper on the face of this Bill of Lading.

Other stipulations

1. In the present contract, the terms "consignee" and "receiver" are deemed to have the same meaning.
2. In accordance with the dispositions of Articles 2031 and 2035 of the CCQ, the transporter reserves its rights to perform successive and/or combined carriage or to entrust another carrier with the performance of all or part of its obligations. However, in all cases where the transporter uses a duly authorized air carrier, the *Carriage by Air Act* adopting the *Warsaw Convention*, as amended at The Hague in 1955, will receive application for that portion of the transportation movement.
3. In accordance with the dispositions of Article 2043 of the CCQ, this Bill of Lading is non-negotiable.
4. In accordance with the dispositions of Article 2045 of the CCQ, the implicit acceptance of this contract by the receiver or the acceptance of the goods by the latter will necessarily imply that the receiver acquires the rights and assumes the obligations arising out of this contract.
5. If the receiver refuses to take delivery of the goods or if the receiver cannot be found, the dispositions of Article 2047 of the CCQ will apply, but the shipper, in all instances, will remain responsible for all of the freight charges, both for all of the outbound and the inbound movements, along with any and all warehousing charges, should the shipper take a certain amount of time to give the related instructions to the transporter.
6. The transporter will never knowingly accept to transport documents, money or property of great value. Without limiting the preceding, this will include in a non-exhaustive manner bids, tenders, bonds, jewelry, precious metals, furs, money and/or negotiable instruments, glass, mirrors and/or objects of a fragile nature, documents having a commercial or economic value and generally, any and all goods where the factor of time could have an impact or a consequence in regard to the liability of the transporter. If, however, the shipper gives such goods and/or objects to the transporter, unknowingly to the latter, the transporter will be exonerated of any and all responsibility, the whole in accordance and in the spirit of Article 2053 of the CCQ.
7. In all cases described in Articles 2054 and 2055 of the CCQ, the shipper agrees to take up the defence of the transporter.
8. Notwithstanding the dispositions of paragraph 1 of Article 2056 of the CCQ, the freight and carriage charges will be payable after or on delivery of the goods, unless there is a specific stipulation to the contrary on the Bill of Lading.
9. If the shipper makes a false or deliberately misleading declaration as to the nature or the value of the goods and/or said goods are of a greater value than the amount declared by the shipper, the transporter may claim from the shipper the amount it could have charged for the carriage of such goods, in full knowledge.
10. The transporter reserves its rights to retain any shipment belonging to the shipper for as long as the latter is indebted towards the transporter, including for any and all previous freight charges along with the freight charges for the goods being retained.
11. In any given shipment, the shipper will be obligated to indicate a date of delivery, which will enable the transporter to compute his delay of lateness, if applicable. Should the shipper fail to indicate a compulsory date of delivery in the "Special Instructions" box on the face of the Bill of Lading, the transporter will be completely exonerated of any responsibility related to the delivery delay of said shipment. If the shipper indicates a date of delivery on the Bill of Lading and the transporter is of the opinion that it will not be in a position to fulfill its related obligations within the prescribed delay, the transporter reserves the right to refuse the shipment.
12. For all shipments, the transporter cannot be held responsible for delays incurred by the shipper when the latter has failed to clearly indicate the address of the receiver and/or consignee and/or when the provided instructions resulted in a misdirected shipment.
13. If a dispute should occur between the transporter, the shipper and/or the consignee, implicating two, three or more parties, the parties to this contract agree to submit the resolution of any such disputes, to arbitration, by lawyers, the whole in accordance with Articles 382 and ssq. of the *Quebec Code of Civil Procedure*. Each party hereby agrees to sign a demand for an arbitration, which will contain the name of the arbitrators, their consent to act and the amount of the remuneration that the parties undertake to jointly and severally pay to such arbitrators.